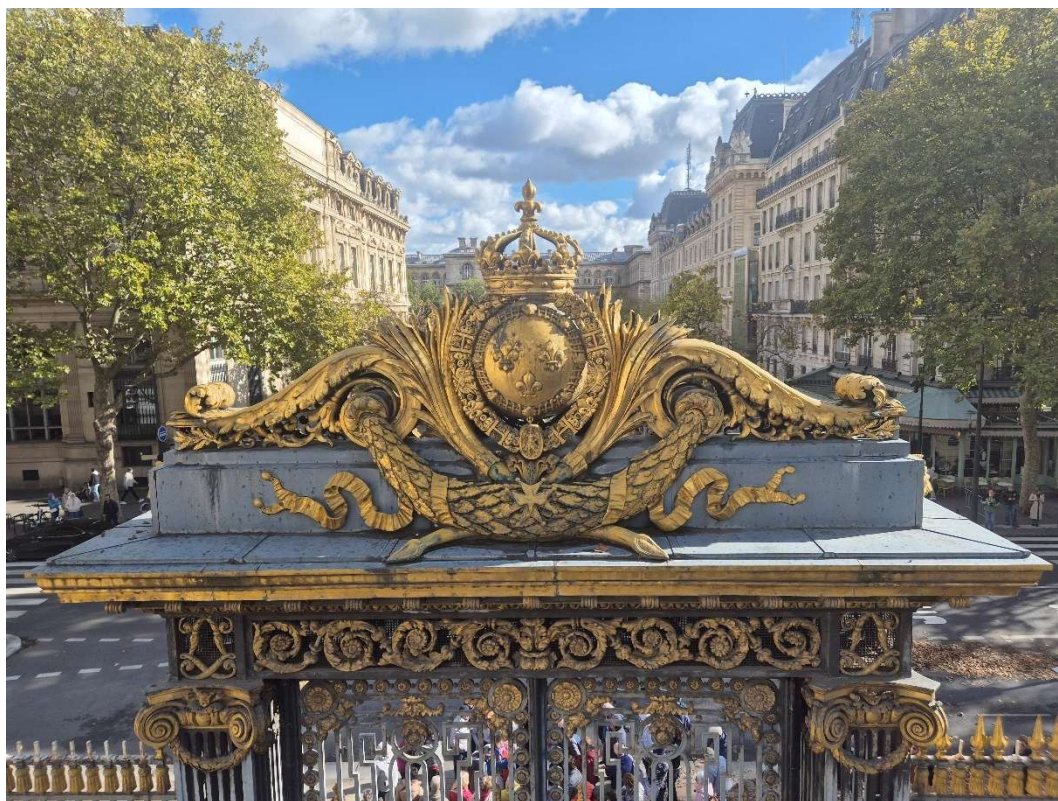


M A Î T R E D ' O U V R A G E
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE
7 5 - P A R I S 1^{ER} A R R O N D I S S E M E N T
P A L A I S D E J U S T I C E
MISSION 1 – MISE EN SECURITE ET MAINTIEN EN FONCTIONNEMENT



FEVRIER 2026

P.R.O. / D.C.E.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
Lot 1 : Ferronnerie d'art



2BDM ARCHITECTES - 60-62 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS - CONTACT@2BDM.FR

TEL : +33 1 42 26 76 10 - FAX : +33 1 42 26 76 22 – SARL D'ARCHITECTURE AU CAPITAL DE 66.750 EUROS - RCS PARIS N°: 513 437 046

SOMMAIRE

GÉNÉRALITÉS.....	3
1. MOYEN D'ACCES SPECIFIQUES AUX ZONES D'INTERVENTION.....	10
2. RELEVES, IDENTIFICATION, DIAGNOSTIC ET PROTOCOLE DE RESTAURATION.....	10
3. DEPOSE DES 3 PORTAILS PAR GRUTAGE, COMPRIS TRANSPORT JUSQU'A LA ZONE DE STOCKAGE.....	11
4. STOCKAGE EN ATELIER SECURISE.....	12
5. ASSURANCE SPECIFIQUE POUR LE TRANSPORT JUSQU'EN ATELIER ET ZONE DE STOCKAGE.....	12
6. SUIVI ET VERIFICATION DES FILETS ET COMPLEMENT SI NECESSAIRE.....	12
7. ETUDE ET INVESTIGATIONS DES STRUCTURES.....	12
8. TRAVAUX EN REGIE.....	13

GÉNÉRALITÉS

GÉNÉRALITÉS

Objet du chantier - Etendue des travaux

La présente opération a pour objet la mise en sécurité et le maintien en fonctionnement du Palais de Justice de Paris (75001).

Les travaux sont répartis en deux lots selon la décomposition suivante :

- Lot 1 : Ferronnerie d'art
- Lot 2 : Serrurerie et sûreté

Connaissance des lieux

L'entrepreneur devra avoir pris connaissance, par une visite approfondie du site :

- des ouvrages existants,
- des mesures de sécurité propres à l'établissement et conditions d'accès imposées par le gestionnaire,
- de la nature, l'étendue et l'emplacement des travaux à réaliser,
- de la présence de plomb, et en conséquence, intégrer dans son offre toutes les sujétions nécessaires,
- des disponibilités en eau et en électricité,
- des caractéristiques des installations nécessaires à l'exécution des travaux,
- des interdictions de nuisances vis-à-vis des tiers : bâtiments voisins, riverains, etc.,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu des conditions d'usage des cours,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison et des camions pour l'évacuation des déchets,
- le maintien des accès et circulations relatifs à des interventions extérieures à la présente opération,
- des possibilités de stockage.

Il ne pourra ainsi relever ultérieurement aucune réclamation ou demander de supplément pour difficultés inhérentes à la réalisation des ouvrages telles que : règlements, stationnement, accès

au chantier, circulation, approvisionnement et stockage des matériaux ou tout autre élément pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues.

Connaissance du projet

L'entrepreneur devra prendre une complète connaissance des documents graphiques et du présent cahier des clauses techniques particulières. Ces documents ont pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature et le relevé des ouvrages à réaliser, ils se complètent réciproquement. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au maître d'œuvre pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres. Passé ce délai, les entrepreneurs ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction entre les pièces écrites et les documents graphiques.

Les plans et la description des ouvrages n'ont aucun caractère limitatif ; ainsi, l'entrepreneur est tenu de les compléter lui-même et de prévoir pour l'établissement de ses prix unitaires et forfaitaires, toutes les prestations à prendre en compte pour le parfait achèvement des ouvrages projetés.

Par sa compétence en travaux de Monuments Historiques et son expérience professionnelle, l'entrepreneur devra compléter les indications données par les documents graphiques et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans et devis pour demander un supplément quelconque sur les montants de leurs prestations. De même, aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'art, et le maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

Normes et règlements

L'entrepreneur titulaire d'un lot devra se référer tant en ce qui concerne la qualité des matériaux qu'aux conditions de leur mise en œuvre aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- les normes européennes Eurocodes,
- les normes françaises publiées par l'AFNOR,
- les documents techniques unifiés (DTU) établis par le C.S.T.B Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et d'une manière générale toute publication de cet organisme (Cahier des charges, règles de calculs, spécifications, recommandations, guides, etc.),
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat, dans leur version la plus récente.

Nota : *Les travaux de restauration nécessitent parfois l'utilisation de matériaux anciens, de matériaux de récupération et/ou de mise en œuvre traditionnelle, non conformes aux règles de construction modernes et notamment aux normes, D.T.U. et règles de calculs.*

L'entreprise devra tenir compte de cette particularité, notamment au regard de la réglementation du travail et devra justifier d'une garantie spéciale couvrant sa responsabilité pour ces ouvrages.

Exécution des travaux

Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives de l'architecte ou soumis à son approbation. L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'ensemble des travaux projetés devra être exécuté avec le soin et la rigueur indispensable à la réalisation d'ouvrages de qualité.

Les procédés et les techniques modernes d'exécution des travaux ne seront acceptés que dans la mesure où ils ne seront pas contraires aux techniques ou procédés nécessaires pour conserver aux édifices anciens leur structure et leur aspect.

Nuisances

L'entreprise tiendra compte dans son offre de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires et liées à l'environnement du site concernant les nuisances, entre autres :

- des bruits des engins,
- des ondes vibratiles solidiennes,
- des poussières,
- des horaires de travail,
- etc.

Compte tenu de l'environnement du site, l'entreprise devra lors de son étude, tenir compte de tous les impératifs à respecter et les dispositions à mettre en place afin de maintenir les bruits de chantier dans les limites imposées par la réglementation en vigueur, voire de les minimiser. Il sera évité au maximum de recourir à l'emploi de matériels bruyants. Les techniques de mise en œuvre choisies seront clairement explicitées avant début d'exécution et l'entreprise veillera tout particulièrement à s'y conformer.

Dans le cas où ces dispositions seraient insuffisantes, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise de renforcer ces dispositions, lesquelles seront le cas échéant implicitement comprises dans les prix des marchés.

Les installations de chantier seront strictement réglementées. Aucune dérogation ne sera tolérée et en particulier, les stockages pouvant causer des accidents sont formellement proscrits.

Le circuit d'accès au chantier sera défini dès le début de celui-ci en accord avec les services compétents.

En aucun cas les ouvriers ne devront y déroger. Cette circulation servira d'accès au chantier pour le personnel et l'approvisionnement en matériaux.

La liste des dispositions énumérées ci-avant n'est pas exhaustive. L'entreprise la complètera en tenant compte de la spécificité de ses travaux.

Choix des matériaux

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et exempts de toute détérioration pouvant mettre en cause leur résistance et leur apparence. Ils seront de provenance européenne. L'ensemble des produits mandés et des fabricants cités dans le présent document sont donnés à titre indicatif selon un choix esthétique et/ou technique établi en concertation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour aider les entreprises dans leur offre technique. Les entrepreneurs pourront proposer tout autre produit équivalent à ceux mentionnés sous réserve que la qualité, l'aspect et les caractéristiques correspondent aux exigences techniques demandées et que ces produits disposent d'un avis technique en cours de validité établi par le C.S.T.B.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise adjudicataire de vérifier à ses frais, au moyen d'essais ou d'analyses la qualité des matériaux employés.

En cas de litige entre le maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériaux indiqués devront être respectés.

DIMENSIONNEMENT ET STABILITÉ DES OUVRAGES

Les dimensions indiquées sur les plans de l'Architecte en Chef et au présent CCTP devront être vérifiées sur place par l'entrepreneur au moment de la fabrication des ouvrages.

L'entrepreneur devra les contrôler sous sa propre responsabilité et les augmenter s'il y a lieu pour livrer des ouvrages répondant aux normes et règles de sécurité.

PLAN D'EXÉCUTION

Le titulaire du présent lot devra établir les dessins et les plans d'exécution des ouvrages (échelle 1/10 ou ½ grandeur suivant le cas) faisant ressortir la section et la longueur des fers, le détail des scellements, des

assemblages et en général, tous les éléments nécessaires à la construction des ouvrages. Ces plans seront à soumettre pour acceptation à l'Architecte en Chef, pendant la période de préparation.

FERRAGE

Tous les éléments de ferrage seront soumis à l'Architecte en Chef pour agrément. La quincaillerie sera de première qualité, poinçon SNFQ et répondra aux normes 26.401 et 26.412.

Dans le cas de quincaillerie ou de ferrage non normalisés, l'entrepreneur se portera garant de ses ouvrages au même titre que ceux faisant l'objet d'une norme.

OUVRAGES DE FERRONNERIE - ASSEMBLAGES

Les fers et aciers pour ouvrages de serrurerie doivent être bien dressés, bien dégauchis, éventuellement bien forgés sans jarrets ni cassures. Assemblages d'angles et autres parfaitement ajustés. Tous les assemblages seront, suivant les profils employés dans la construction des ouvrages, soit à goujons brasés et goupillés ou soudés directement pour les fers carrés, méplats, etc... soit à tenons et mortaises, rivés, brasés ou directement soudés à l'autogène ou soudure électrique à l'arc pour les autres profils.

Les soudures à l'arc sur acier inoxydable seront exécutées avec tout le soin désiré et conformément aux normes en vigueur. Eventuellement, il pourra être fait emploi de vis.

La soudure électrique dite "par rapprochement" sera acceptée.

Travaux en présence de plomb et amiante

Travaux de déplombage :

S'agissant de monuments existants, l'attention des entreprises est attirée sur la présence éventuelle de poussières de plomb sur les parements intérieurs et extérieurs (notamment sur les façades, charpentes, couvertures, sols...).

La réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb est applicable en totalité. Les mesures relatives à la protection des personnes intervenantes, protections individuelles, collectives, protocole d'intervention de non-contamination des installations de chantier, récupération des déchets et élimination, suivant les recommandations de la sécurité sociale et de l'inspection du travail sont incluses dans le prix de l'offre.

Toutes les mesures de protections seront prises en compte selon les prescriptions de l'éventuelle notice PGC établie par le coordonnateur SPS.

Les précautions à prendre, l'établissement de protocoles, l'achat des équipements spéciaux, les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise sont à la charge des entreprises concernées et donc inclus dans le prix global soumissionné.

Chaque entrepreneur qui crée le risque par l'exécution de ses travaux aura à sa charge les mesures de traitement réglementaires de neutralisation ou de retrait et les dispositions (toutes fournitures comprises) de prévention collectives et individuelles. Les dépenses afférentes sont incluses dans le montant de l'offre de chaque entrepreneur, y compris toutes les installations provisoires d'isolement et de décontamination.

Travaux de désamiantage :

Conformément aux dispositions et aux directives des Services de l'Inspection du Travail, de la D.D.T.E, de la sécurité sociale et de l'OPPBTP, la prestation du présent lot comprend :

- l'établissement du plan de retrait et diffusions aux organismes de prévention et de contrôle,
- les installations réglementaires telles que zones de confinement, sas et salles blanches selon le cas,
- le barriérage ou clôturage du bâtiment pendant les travaux de désamiantage et les panneaux normalisés signalant le danger « Amiante » entre autres,
- les équipements spécifiques (EPI) et les installations de chantier propres au lot,
- la dépose des éléments amiantés ou présumés amiantés (MCA friables et non friables),
- les manutentions et stockages temporaires dans zones clôturées et protégées,
- les mesures libératoires, tests à la lingette et le nettoyage de restitution des zones désamiantées,
- le repli des installations,
- l'enlèvement, le chargement et transport des déchets amiantés vers un centre agréé dans les conditions prévues par la loi et les règlements,
- la production de l'attestation du suivi des déchets et le procès-verbal de désamiantage qui sont à fournir au Maître d'Ouvrage.

Nota : Le diagnostic plomb et amiante sera réalisé par le maître d'ouvrage et communiqué à l'entreprise avant le commencement des travaux.

ASSURANCES – RESPONSABILITÉS

Avant toute intervention, l'entreprise doit remettre au maître d'ouvrage :

Une attestation d'assurance transport couvrant l'ensemble des risques liés au transport des vantaux. Les conditions générales et particulières de la police d'assurance. La preuve que les garanties sont valables pour toute la durée des opérations de dépose, de transport et de stockage.

L'entreprise demeure pleinement responsable des ouvrages qui lui sont confiés jusqu'à leur restitution ou leur remise en œuvre, et ce, indépendamment de l'existence de l'assurance. Tout dommage constaté sur un élément transporté sera réparé ou remplacé à la charge exclusive de l'entreprise, sans incidence sur le délai contractuel.

TRAVAUX PREPARATOIRES

1. Moyen d'accès spécifiques aux zones d'intervention

L'entrepreneur du présent lot devra l'installation des échafaudages (fixe, roulant, grue etc...) et protections nécessaires (compris toutes sujétions de fixation et de calfeutrement) ainsi que tous les équipements spécifiques indispensables pour la mise en œuvre de ses prestations. Il en devra la vérification et l'entretien pendant la durée des travaux ainsi que les pose, remaniement, dépose, installations multiples, location, et double transport. Les opérations de manutention doivent être réalisées par du personnel qualifié et avec des équipements conformes aux normes en vigueur.

2. Relevés, identification, diagnostic et protocole de restauration

Avant toute intervention sur la grille, l'entreprise devra exécuter :

- repérage au préalable des ouvrages (grille, portail, frontons, pilastre, sol, pentes, évacuation des eaux pluviales...),
 - un relevé complet des ouvrages reportés sur attachements figurés (plans et élévation) précisant tous types d'assemblages, de renforts, de déformations, des jeux périphériques horizontaux et verticaux etc.,
 - le repérage et l'étiquetage précis de chaque élément, avec numérotation et report sur plans et élévations,
 - l'établissement d'un protocole préalable d'interventions, avec détail des modalités de désassemblage, descellement, déboulonnage, dévissage, extraction de goujons, calage provisoire, protections, dispositifs mobiles d'échafaudage, moyens de levage/manutention, chargement, transport, déchargement, etc.. Document comprenant des schémas et détails pour parfaite identification des différentes phases d'interventions, modalités de travail, etc., présentation du protocole à l'avis de l'architecte, avec tous compléments et ajustements demandés jusqu'à validation définitive,
 - l'identification préalable des matériaux par test à l'aimant,
 - mise en place des protections des abords (ouvrages adjacents, sols façades),
 - installations de la signalisation et du balisage de la zone d'intervention,
 - Un diagnostic complet d'état des lieux des vantaux de la grille de la cour du Mai et l'établissement d'un protocole détaillé d'interventions, avec identification des fers à remplacer, à compléter, à redresser, à consolider/renforcer, le repérage sur élévations et l'établissement de métrés.
 - Un diagnostic précis concernant les éventuels travaux de restauration à réaliser pour permettre la repose des vantaux sans la restauration globale de la grille.
- Document à soumettre à l'architecte.

TRAVAUX DE FERRONNERIE

Les vantaux étant démontable (assemblages par vis et goujons) ils seront déposés pour permettre la mise en place de portails provisoires.

3. Dépose des 3 portails par grutage, compris transport jusqu'à la zone de stockage

La dépose des ouvrages sera réalisée par l'entreprise titulaire du présent lot, les travaux comprendront :

- la dépose des 6 vantaux (3portails), selon planches graphiques du descriptif de travaux du présent DCE,
- toutes sujétions et précautions liées à la présence de plomb dans les peintures anciennes (protections individuelles, confinement provisoire, etc.) lors des travaux de désassemblage des organes de rotation et autres, descellement, manutention, etc., dans le respect de la réglementation en vigueur,
- tous moyens de calage provisoire pour assurer des opérations parfaitement sécurisées, tant pour les personnes que pour les ouvrages structures décors etc...,
- la mise en œuvre des moyens de levage adaptés et validés au titre du protocole, ces moyens devront permettre les reprises de charges par le bas du ventail par l'usage par exemple d'un portique de levage ou/ et se reprendre sur les éléments structurants du ventail (dormants) pour le sanglage.
- les protections et le chargement des vantaux (et des éléments de ferronnerie qui viendraient à chuter) pour transport à l'atelier (les filets pourront être conservé et d'autres éléments permettant de récupérer les décors pourront être ajoutés aux vantaux),
- le transport jusqu'à l'atelier
- l'organisation d'une aire de stockage sécurisé à l'atelier puis déchargement soigné (cf article de cctp correspondant),
- la réception des ouvrages à l'atelier avec établissement d'un procès-verbal.

L'entreprise a la charge d'obtenir toutes les autorisations de voirie nécessaires (stationnement, transport, voiries etc...) auprès des services de la ville. Les redevances ou taxes consécutifs à l'occupation du domaine public, les charges temporaires de voirie et de police, seront prises en charge financièrement par l'entreprise titulaire du présent lot et devront être intégrés aux prix unitaires de l'entreprise, au même titre que les installations spécifiques de chantier.

L'entrepreneur s'assura de l'emploi d'engin adaptés aux prestations, au site et aux reprises de charge de la Cour du Mai.

Le lot 1 devra se coordonner avec le lot 2, lors de la dépose des vantaux (lot 1) et la pose du tunnel et portail provisoire (hors lot – réalisé par le lot 2) afin de garantir la parfaite suite de ces deux tâches et maintenir le niveau de sûreté. Ces deux actions se dérouleront le même jour. La pose des vantaux ne pourra être réalisée tant que le portail provisoire (réalisé par le lot 2) n'est pas prêt à la pose.

Décomposition du poste :

3.1 Dépose et transport portail type central (1 unité)

3.2 Dépose et transport portail type latéral (2 unités)

4. Stockage en atelier sécurisé

Cette prestation comprend l'organisation d'une aire de stockage sécurisée à l'atelier.

Elle sera dimensionnée pour les 6 vantaux des 3 portails déposés et les éventuelles chûtes de décors liés à l'ensemble de cette opération. Les vantaux seront stockés à champs sur portique.

Stockage sécurisé : par accès restreint, caméra de surveillance, et dispositif d'anti-effraction.

Le stockage sera à l'abris de l'eau, de l'humidité de l'air et sera ventilé.

L'ensemble sera stocké pendant 5 ans et pourra être prolongé d'une ou plusieurs années selon le besoin et le montant transmis dans cet appel d'offre en plus-value.

Les vantaux seront accessibles tout le long de leur stockage à la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et autres acteurs définit par le MOA et la MOE.

Le protocole et les conditions de sauvegarde seront transmis au préalable à la maîtrise d'œuvre.

Poste : Stockage pendant 1 année

5. Assurance spécifique pour le transport jusqu'en atelier et zone de stockage

L'entreprise titulaire du lot Ferronnerie doit souscrire, à ses frais, à une assurance couvrant l'ensemble des risques liés aux opérations de **manutention, chargement, transport, déchargement et stockage** des vantaux déposés de la grille de la cour de Mai du Palais de Justice, jusqu'à leur arrivée dans l'atelier de l'entreprise ou dans tout lieu de stockage désigné.

L'entreprise doit utiliser des moyens de transport adaptés au poids, aux dimensions et à la valeur patrimoniale des éléments.

6. Suivi et vérification des filets et complément si nécessaire

Durant toute la durée du chantier, l'entrepreneur en charge du présent lot devra la surveillance des filets en place. En cas de dégradation, il devra réaliser les compléments nécessaires. En cas de nécessité pour lui ou un autre lot, il devra la dépose partielle du filet, et la repose ou le remplacement selon l'état.

Chaque intervention devra faire l'objet d'une validation au préalable par le maître d'œuvre. Le remplacement ou l'ajout de filet devra répondre aux mêmes caractéristiques que le filet déjà en place.

7. Etude et investigations des structures

L'entreprise aura la charge d'ouvrir et d'aller investiguer sous le coffre de l'entablement du portail central et à la base des pilastres (comprenant la dépose des plaques pour la pose du portail provisoire) afin d'établir un état sanitaire et un état constructif de ces parties de la grille. L'entreprise doit proposer au maître d'œuvre un protocole d'intervention et la méthodologie.

Un rapport sera remis localisant précisément les investigations réalisées et le résultat. Un relevé précis avec des représentation graphique (photo, plan élévations coupes...) sera attendu.

La réalisation de ses sondages pourra faire l'objet d'un suivi maîtrise d'œuvre.

8. Travaux en régie

Provision d'heures en régie d'ouvrier qualifié rendue contractuelle par le présent CCTP pour diverses prestations dont la nature et l'étendue ne pourront être définies et déterminées avec précision qu'en cours de chantier.

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur de l'outillage et le petit matériel utilisé.

Le temps passé sera reconnu par présentation d'attachements écrits à soumettre en temps opportun à l'acceptation de l'architecte.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les ouvrages de sa profession, utiles à l'exécution convenable et complète des travaux, de façon que leur achèvement dans les conditions déterminées par les documents contractuels ne donne lieu à aucun supplément, sauf modifications faisant l'objet d'ordres formels et écrits.

Le présent CCTP dressé par l'architecte,
Paris, le 19 février 2026
Christophe Bottineau

Fait à _____, le _____
Mention manuscrite "Lu et accepté"
Signature et cachet de l'entrepreneur.